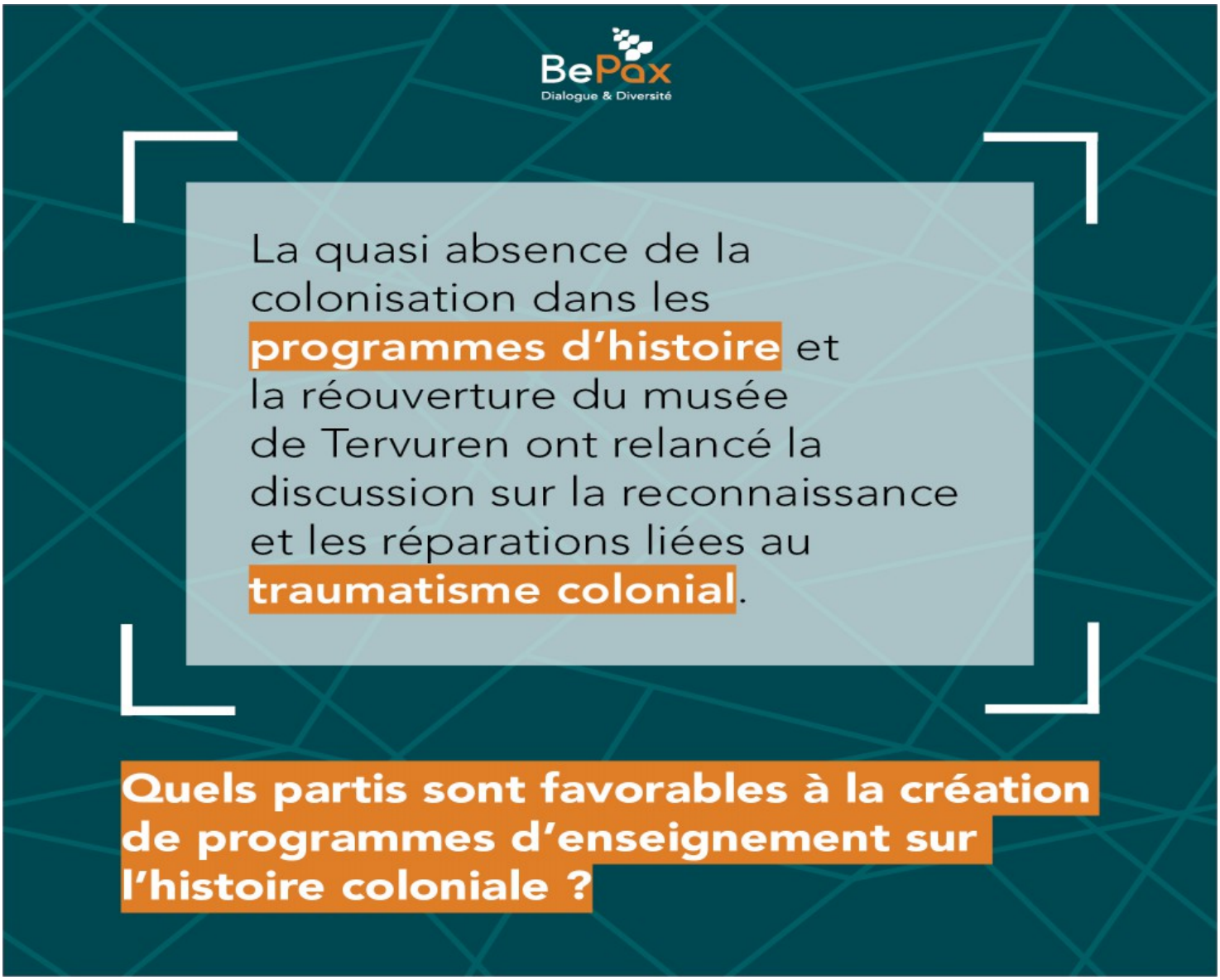
Enseigner l'histoire coloniale et les crimes coloniaux. Des positions peu ambitieuses.

Rédigé le 21 mai 2019



Après l'inauguration de la place Lumumba en juin 2018, on a vu et entendu de nombreux débats, conférences et émissions sur la restitution des œuvres d'art et l'enseignement de l'histoire coloniale à l'école. La société civile et les associations portées par des personnes afro-descendantes, congolaises et d'origine congolaise, en particulier, ont réussi à mettre ces questions à

l'agenda politique et les partis ont donc dû se positionner. Analyse.

Une histoire coloniale enseignée à la carte

L'enseignement de la colonisation du Congo, du Rwanda et du Burundi par la Belgique est bien au programme des cours d'histoire de l'enseignement francophone. Seulement, son importance n'est pas renforcée et bien que les manuels existent, leur contenu n'est pas évalué et les professeur.e.s sont seul.e.s à décider de leur enseignement et de l'angle d'approche. Une belle indépendance qu'il est difficile aujourd'hui d'évaluer aussi bien quantitativement (combien de professeur.e.s l'enseignent réellement ?) et qualitativement (quelles sources sont sollicitées ?).

Enseigner les liens entre histoire coloniale et racisme contemporain

L'enjeu de l'enseignement de l'histoire coloniale belge à l'école est également celui de la reconnaissance du racisme structurel qui permet des comportements racistes comme celui du Pukkelpop ou qui se manifeste dans les rues à l'égard des personnes Noires, en particulier. Il ne s'agit pas simplement d'enseigner la mission coloniale d'un point de vue strictement descriptif mais il faut également que le contenu reflète les expériences de toutes les personnes impactées encore aujourd'hui qu'elles soient en Belgique ou non. Tout comme il est crucial de rompre avec le discours de la « colonisation bienfaitrice » qui a construit des hôpitaux et des centres de recherche, ainsi que d'entamer une discussion franche sur ses manifestations actuelles. A cela s'ajoutent les questions sur la restitution des biens et œuvres d'art sans condition, et sans exiger que ces œuvres d'art volées soient « bien conservées » par les pays auxquels elles appartiennent. Après tout, il est insensé de voler une pièce et de conditionner sa restitution sur base des valeurs et attentes du malfaiteur.

Que prônent les partis ?

Parmi les partis qui abordent ces questions on retrouve le PTB, ECOLO et le cdH. Dans son programme fédéral, ECOLO souhaite « s'engager (dans) un travail de mémoire et de reconnaissance avec les anciennes colonies à travers la mise en place d'une commission scientifique mixte (belge et africaine) et créer un musée de l'histoire des migrations en Belgique. ». Le parti vert ajoute que ce travail permettra au parlement « d'envisager » la « reconnaissance du passé colonial ».

Le PTB formule la même proposition en y ajoutant une « analyse critique du passé colonial ainsi qu'un aperçu de l'histoire des migrations et de la lutte contre le racisme ». Le parti porté par Raoul Hedebouw aborde la question des restitutions et veut, d'une part, restituer « les restes humains et objets pillés lors de la colonisation » « après étude et inventaire », et d'autre part, mettre « à disposition du Congo, du Rwanda et du Burundi toute la recherche faite sur et en relation avec ces pays ».

Le cdH n'est pas en reste et tout comme ECOLO plaide pour « enseigner le devoir de mémoire à l'école (génocides, crimes contre l'humanité, etc.) » et « l'histoire de l'Afrique précoloniale ainsi que l'histoire de la colonisation ».

DéFI, le PS et le MR n'abordent pas ces questions dans leur programme.

En conclusion, les partis qui se positionnent sur ces questions appellent à maintenir ce qui existe déjà puisque l'histoire de la colonisation belge est déjà au programme, et donc ces propositions font office d'écran de fumée puisque très peu apportent des moyens concrets pour la construction d'un curriculum fidèle et co-construit avec des représentations de toutes les parties que cette histoire impacte. Le PTB se distingue de par son ambition de poser une analyse critique de ce passé colonial et non plus seulement de le transmettre comme un fait historique. Le parti des travailleurs propose également une aide aux pays qui le souhaitent pour gérer la restitution des objets « acquis » durant la colonisation.

Rendez-vous demain pour discuter liberté de religion et fonction publique...

Afin de réaliser cette analyse nous nous sommes basés sur les programmes publics de chaque parti francophone et disponibles sur leur site internet et présentés comme « complet ». Les discours, tracts, notes internes et positions particulières des candidat.e.s n'ont pas été analysés. En effet, la formation des nouveaux gouvernements se fera sur base des propositions et des priorités pour lesquelles les partis sont en campagne actuellement, c'est pour cela que nous nous intéressons à leur programme public uniquement.

ERRATUM : Notre visuel pourrait laisser à penser que DéFI est contre l'enseignement de l'histoire coloniale belge dans l'enseignement public. Ce classement dichotomique ne reflète pas exactement la position du parti ou du programme de celui-ci. En effet, comme cela est mentionné dans notre analyse, le programme de DéFI ne mentionne pas cette question. Pour autant, cela ne signifie pas nécessairement que le parti est opposé à tout travail en lien avec la colonisation, ce dernier est d'ailleurs porté par certain·e·s candidat·e·s du parti. Par ailleurs, rappelons que ce qu'il nous intéresse d'analyser ici c'est bien le programme des partis et non pas les positions individuelles de certain·e·s candidat·e·s durant cette élection (*voir note méthodologique*).

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120